

Austérité : stop ou encore ?

LIMINAIRE DU CSEC EXTRA DU 27 MARS 2026

Depuis plusieurs années, la situation financière de France Télévisions se dégrade, les efforts exigés atteignent un niveau inédit. Au-delà des chiffres, une question demeure : mais quel est le projet pour France Télévisions ?

Réduire les coûts n'a jamais fait une stratégie. **L'économie n'est pas un projet**, encore moins une vision. Pourtant, cela semble être devenu votre seule boussole. Une boussole qui pointe toujours vers les mêmes : les salariés.

Et cette logique ne se limite pas aux organisations ou aux projets : elle traverse aussi les cadres collectifs. La dénonciation de l'accord collectif de 2013 s'inscrit, elle aussi, dans cette dynamique d'économies, avec pour conséquence la fragilisation d'équilibres construits de longue date.

Moins de moyens, des organisations déstabilisées, une charge de travail en hausse : le quotidien des équipes se dégrade.

Ce que nous observons à Paris Île-de-France n'est pas un accident : une rédaction historique déplacée, privée de ses moyens, jusqu'à perdre son plateau. Des équipes mises devant le fait accompli, sans information ni consultation de leurs représentants. Ce n'est pas une maladresse, c'est une méthode, déjà à l'œuvre à Malakoff, au Réseau et ailleurs... déplacer, désorganiser, affaiblir, puis constater les dégâts.

Et cette méthode s'étend. Décider sans concertation, réorganiser sans anticipation, imposer sans accompagnement. Les conséquences sont immédiates : grèves, arrêts de travail, désorganisation de l'antenne, éditions supprimées.

Dans le contexte actuel, le dialogue social n'est pas un frein. Et ce qui s'est passé à Paris Île-de-France ou ailleurs démontre précisément ce qu'il en coûte de s'en passer.

Le numérique est affiché comme une priorité stratégique. Pourtant, sur nos propres plateformes, certains contenus bénéficient d'une mise en avant forte, quand le portail des Outre-mer est relégué, peu visible, dans des interfaces appauvries.

Ce n'est pas seulement une incohérence. C'est une inégalité de traitement. Un service public ne peut pas hiérarchiser la visibilité de ses territoires sans interroger sa raison d'être. Car choisir signifie arbitrer. Quand certains projets sont accélérés, financés, valorisés, d'autres, pourtant essentiels au lien de proximité, sont comprimés, mutualisés, affaiblis. C'est une inégalité de traitement, qui s'installe progressivement au sein même de France Télévisions.

Et à force d'organiser les écarts, c'est le collectif qui est fragilisé. C'est la santé des salariés qui est affectée. Vous créez des tensions entre activités, entre territoires, entre équipes. Le sentiment d'appartenance s'effrite. La cohésion se délite. Vous opposez quand il faudrait rassembler.

Les efforts exigés ne peuvent pas reposer uniquement sur les salariés. D'autres leviers, d'autres solutions existent, une remise à plat de certains contrats avec les producteurs par exemple. Et surtout, l'entreprise a besoin d'un cap clair, d'un projet de service public qui donne du sens et qui permette à chacun de se projeter.

Aujourd'hui, France Télévisions est à un tournant. Vous pouvez continuer à fragiliser les équipes. Ou décider enfin de dire stop.